



CAPN Assistant·es sociaux·ales - Profession de foi

dimanche 21 octobre 2018, par [Bariaud](#)



ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES de la FONCTION PUBLIQUE POUR ELLES, POUR EUX, POUR NOUS, LE CHOIX DU COLLECTIF !

du 29 NOVEMBRE au 6 DÉCEMBRE 2018

JE VOTE CGT

AUGMENTER NOS SALAIRES !

- Début des grilles à 1800 euros net minimum pour tous les personnels et revalorisation immédiate de 400 euros ;
- augmentation significative et immédiate de la valeur du point d'indice ;
- abrogation de toutes les formes de rémunération au mérite, dont le RIFSEEP et le PPCR.

AMÉLIORER NOS CONDITIONS DE TRAVAIL !

- Réduction du temps de travail pour tous et toutes ;
- des moyens pour une réelle politique de prévention pour le bien-être au travail ;
- suppression du jour de carence ;
- des créations de postes pour répondre aux besoins et la titularisation immédiate des précaires sans

condition de concours ni de nationalité.

DIPLÔMES, QUALIFICATIONS : ÉMANCIPATION !

- Une formation initiale délivrant une culture commune et des diplômes nationaux ;
- des diplômes permettant l'insertion professionnelle et le libre choix des poursuites d'études ;
- reconnaissance des qualifications, des diplômes dans les grilles salariales.

GAGNER L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES !

- Égalité salariale et suppression des discriminations dans le déroulement des carrières : fin du plafond de verre ;
- lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail ;
- mise en œuvre d'enseignements qui déconstruisent les préjugés de genre.

Assistant·es sociaux·ales : un statut à reconnaître, une expertise à défendre

Reconnaissance professionnelle et conditions de travail : 2 urgences pour nos services

STATUTAIRE ET INSTITUTIONNELLE

- Exigeons une vraie catégorie A !
 - ASS : indice majoré : 634 - traitement net à 2935 €
 - ASP : indice majoré : 745 - traitement net à 3 449 €
- Défendons nos fonctions et responsabilités : respect de l'indépendance, de la liberté d'opinion et d'expression des ASS et du droit à s'opposer aux ordres illégaux ou contraires à l'éthique.
- Refusons la rémunération au mérite et l'individualisation du traitement = abrogation du régime indemnitaire (RIFSEEP).
- Pour une équité et une transparence dans les affectations, revendiquons le passage en commission administrative paritaire académique (CAPA) du mouvement intra-académique.

PROFESSIONNELLE

- Une déontologie non négociable
 - refus des dérives sécuritaires et du contrôle social des publics ;
 - défense du secret professionnel, garant du respect de la vie privée et de la dignité des personnes.
- Exigeons le financement de :
 - formations ;
 - d'espaces de réflexion professionnelle et d'analyse des pratiques
 - du CAFERUIS, permettant l'accès aux postes d'encadrement dans la fonction publique et l'associatif.
- Revendiquons une formation commune et transversale avec les autres personnels.
- Défendons notre expertise professionnelle :
 - conseil social à l'institution ;
 - contribution aux différentes commissions et instances ;
 - élaboration d'actions collectives.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Exigeons :

- un nombre d'établissements, d'étudiant·es et de personnels par collègue en adéquation avec les missions, des secteurs géographiques cohérents ;

- le respect de la durée légale de travail ;
- le remboursement des frais réels de déplacement
- des équipements et locaux adaptés à nos fonctions
- un service de médecine de prévention, au vu des risques psycho-sociaux majeurs auxquels sont exposés les travailleur·euses sociaux·ales.

Pour un service social reconnu et un véritable service public de l'Éducation Nationale, votez CGT !

- La CGT revendique un service social dans le 1er degré.
- La CGT exige que la protection de l'enfance soit un axe national prioritaire des politiques publiques.
- Aucun enfant ne doit être mis à l'écart sous prétexte de majorité ou de nationalité.
- L'expertise du SSP doit être prise en compte dans l'élaboration de la politique d'action sociale et de la prévention des risques psycho-sociaux
- Pour un accompagnement social répondant à la précarisation des situations des élèves, étudiant·es et personnels exigeons des créations de postes.